

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. LX.

---

*Du Samedi 22 Août 1789.*

**I**L paroît que l'opinion publique fait tous les jours de nouvelles conquêtes; la noblesse de Quimper en Bretagne vient d'adhérer aux arrêtés que l'assemblée nationale a pris ou pourra prendre; cette adresse a été signée par un très-grand nombre de gentilshommes.

MM. les secrétaires ont fait mention, suivant l'usage, d'une foule d'adresses parmi lesquelles étoient celles des trois ordres de la ville de Pau & de Bagnères en Bigorre.

M. Buzot, nommé à la place de M. Redon membre du comité de recherches, a prié l'assemblée de recevoir son excuse, ayant opté pour le comité de rédaction, ce qui a été accepté.

Avant de continuer ces débats sur les articles qui devoient former la déclaration des droits, un de MM. les secrétaires a lu l'article 7.

M. le chevalier Alexandre Lameth prenant la parole a présenté deux articles de la rédaction, qui comprenoient d'une manière plus énergique les principes des articles 7,

*Tome II.*

V.



8, 9 & 10. Ils avoient trait à la définition de la liberté :

M. Mounier a remarqué la précision avec laquelle cette nouvelle rédaction renfermoit les quatre articles & deux autres principes qui y manquoient.

M. Ulry desireroit que ces deux articles fussent placés avant le troisième qui avoit été arrêté dans la précédente séance.

MM. Camus, Martineau, Blin & Mongin de Roquefort, pensoient, ainsi que plusieurs autres, que le mot *évidemment* entraîneroit des difficultés, & constitueroit chaque individu, juge de l'évidence de la loi ; M. d'André proposoit un article unique, mais il l'a ensuite retiré ; MM. le duc de la Rochefoucault, Hermant, Ruebell, Garat, Barnave & Duport, ont fait diverses observations sur la rédaction proposée ; les uns trouvoient que le mot *peut*, en parlant de la loi, valoit mieux que le mot *veut*. Il sembloit à certains que le mot *peut* étoit une barrière suffisante pour le législateur, d'autres que le mot *doit* formoit une obligation plus puissante.

Quelques membres du clergé ont désiré que l'on mît la *liberté civile* & non la liberté générale, mais MM. Redon & Gara l'aîné ont très-bien combattu cette prétention ; ce seroit un contre-sens, disoient-ils, de placer dans la déclaration des droits les mots de liberté civile ; cet objet fera traité par la loi ou par la constitution, dans laquelle l'homme viendra déposer sa liberté & sa volonté.

On est allé aux voix pour savoir si l'on mettroit liberté civile, ou seulement le mot générique de liberté, & l'assemblée a presque unanimement arrêté les deux articles suivans.

#### A R T. I V.

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui, ainsi l'exercice des droits naturels de chaque



homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres hommes un libre usage des mêmes droits ; ces bornes ne peuvent être déterminées que par la loi.

#### A R T. V.

La loi ne doit défendre que les actions nuisibles à la société ; tout ce qui n'est pas défendu par la loi, ne peut être empêché, & nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

On a mis ensuite à la discussion l'article 11, destiné à rappeler une des plus belles prérogatives, attachée au nom de citoyen ; celui de pouvoir être admis à toutes les places & emplois de la société. » Vous voulez relever le courage du peuple, disoit M. Barrere de Vieuzac, & exciter l'émulation, en apprenant à tous les hommes que dans un empire bien constitué, la dignité de leur vocation est la même, & que les préjugés ne doivent pas jouir de ce qui n'appartient qu'au talent ». Il proposoit en conséquence de donner une forme plus énergique, & plus étendue à l'article 11 : en statuant sur-tout *que le droit d'exercer les divers emplois de la société, ne peut être taire ni exclusif.*

C'est par de pareilles expressions que dans leurs déclarations des droits, les Américains ont extirpé tous les germes des aristocraties ; mais il s'est présenté d'autres rédactions qui ont paru embrasser plusieurs articles à la fois. M. de Beaubarnais, réunissoit à l'article 11 le quinzième, relatif à l'égalité des peines. M. le comte de Lameth abrégeroit cet article 11 qui devoit tendre, disoit-il, à améliorer les mœurs & à substituer le mérite à la faveur.

MM. de Volney & Pizon du Galand croyoient qu'il étoit plus conforme à la série naturelle des idées de placer & de traiter l'article 12 avant le 11, comme étant



relatif à établir le caractère que doit avoir la loi , mais la motion de M. de Volnei n'a pas réussi. M. Martineau a proposé une rédaction qui embrassoit plusieurs articles. M. Vernière vouloit qu'on se bornât à rédiger le onzième & que l'on y conservât l'expression du devoir de tout citoyen d'être comptable de ses talens , de son industrie & de ses vertus à la société.

On ne finiroit pas si l'on rapportoit toutes les opinions que les articles 11, 12, 13, 14 & 15 du sixième bureau ont fait naître ; on ne conduira pas le lecteur dans les abstractions métaphysiques que les diverses critiques des rédactions ont produit. Autant les articles 7, 8, 9 & 10 avoient comme frappé de stérilité les rédacteurs ( puisqu'on n'avoit eu à délibérer que sur la rédaction de M. de Lameth ), autant les articles suivans ont été fertiles en motions & en projets.

M. Chapellier corrigeoit la rédaction de M. Martineau, M. le marquis de Bonnei & M. Target en présentoient de nouvelles qui paroissoient très - satisfaisantes.

Au milieu de ces rédactions diverses, M. Mounier disoit que la déclaration des droits étant le guide du législateur , on ne devoit pas employer des expressions qui pussent le gêner ; qu'il étoit possible que dans la législation on déclareroit le genre de propriété nécessaire pour pour être juge ou comptable en finances, & qu'il ne falloit pas compromettre des idées de cette importance par des expressions vagues ; qu'on ne peut pas dire que tous les citoyens ont le droit d'être appelés , mais qu'ils sont admissibles sans distinction de naissance suivant leurs talens ou leur capacité.

M. Deschamps, député de la noblesse, a insisté sur les mots , *selon leur capacité*. « Tous les citoyens ne sont pas



également capables , disoit-il ; vous ne voulez pas sans doute faire d'un soldat un curé ».

M. Gouy d'Arci a proposé ensuite un article unique qui rendoit avec précision le vœu de cinq articles. M. de Laudine le réduisoit à deux ; M. l'évêque de Langres , MM. Lanjuinai , Duport , Salé de Choux & autres membres , faisoient diverses observations qui ont été terminées par une autre rédaction de M. Buzot & une autre de M. le Grand.

Enfin , M. l'évêque d'Autun a fait une rédaction plus heureuse , qui a réuni tous les suffrages à la première lecture : cette juste préférence , marquée hautement , sembloit devoir abrégér les travaux de l'assemblée , mais ce présage s'est bientôt évanoui , & comme si ce n'étoit pas assez de cette foule de rédactions déjà présentées , un grand nombre d'amendemens est encore venu s'y mêler : plusieurs membres vouloient que le mot *susceptible* , employé par M. l'évêque d'Autun , fût remplacé par celui d'admissible , & le vœu de l'assemblée a été rempli ; les autres vouloient que le mot *capacité* ne fût pas mis dans une déclaration des droits ; ce mot n'étoit propre qu'au langage des loix.

On est allé aux opinions , & la majorité a adopté cette expression ; heureusement elle a été adoucie , ou plutôt corrigée par ces mots , sans autres *distinctions* que celles de leurs vertus & de leurs talens.

C'est M. de Lally-Tolendal qui a proposé ce dernier amendement , & qui l'a fait adopter par une partie de l'assemblée , dont le mot *capacité* paroissoit contrarier fortement le vœu. Quelques-uns réclamoient que le décret qui avoit admis l'amendement du mot *capacité* , fût déclaré nul , mais M. de Lally a prouvé avec force , combien cette prétention étoit contraire aux principes des assemblées législatives , & sur-tout combien elle pourroit



devenir funeste. M. d'André a ramené aussi les esprits aux voies de conciliation, & après diverses observations de MM. Andrieux, Coupé, Longemmeri, Fermont, Devirieux, Desmeuniers, Lanjuinais, Blacons, de la Borde & Gleizens, on est allé aux voix sur le dernier amendement qui a été unanimement adopté.

M. Coroller a réclamé l'addition du mot *dignités*, à celui de *places & emplois*, malgré l'observation judicieuse de M. Duquesnois, qui a dit qu'il ne pouvoit être question de *dignités* dans une déclaration des droits; il a été décidé que le mot y feroit compris.

Les diverses rédactions avoient été déjà lues, mais celle de M. l'évêque d'Autun a constamment obtenu la grande majorité des suffrages. C'est d'après cette dernière rédaction & les divers *amendemens* ou corrections, dont on a déjà parlé, que l'article suivant a été enfin décrété vers les 4 heures du soir.

#### A R T. V I.

La loi est l'expression de la volonté générale; tous les citoyens ont droit de concourir personnellement, ou par leurs représentans à sa formation, elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux, sont également admissibles à toutes les dignités, places & emplois publics, selon leur capacité, sans autre distinction que celle de leurs vertus & de leurs talens.

On avoit annoncé la formation de deux comités, pour travailler aux moyens d'exécution des arrêtés du 4 août; voici le nombre des membres qui les composent.



*Liste des trente membres formant deux comités.**Comité judiciaire.*

MM.

Goffin,  
 Dinocheau.  
 Dufraisse du Chey.  
 Jouy des Roches.  
 L'Official.  
 Meunier du Breuil.  
 De Mortemar.  
 Henri de Longueve.  
 Milscnt.  
 Piffon.  
 L'évêque de Saintes.  
 Target.  
 Tellier.  
 Marquis de Sillery.  
 Girault du Plessis.

*Comité pour le clergé.*

MM.

Sanjuinai.  
 Dormesson.  
 Grandin.  
 Martineau.  
 De Lalande.  
 Le prince de Robecq.  
 Sallé de Choux.  
 Legrand.  
 Vauneau.  
 Durand de Maillanes.  
 L'évêque de Clermont.  
 Despatys de Courteilles.  
 L'évêque de Luçon.  
 De Bouthillier.  
 Treillard.

*A V I S.*

N. B. MM. les souscripteurs, dont l'abonnement finit au soixantième numéro, sont priés de renouveler & de rapporter le numéro de leur souscription, à Paris, chez CUSSAC, libraire, N<sup>os</sup>. 7 & 8, au Palais-Royal, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume; on est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

( 188 )

HOTEL-DE-VILLE DE PARIS.

COMITÉ PROVISOIRE.

Permis à la Poste de faire passer dans la province le Journal intitulé : *Point du Jour*, à la charge que les exemplaires porteront le nom de l'Imprimeur. A Paris, ce 27 juillet 1789. Signés PITRA, BOURRÉE DE COURBERON, LEVACHER DE LA TERRINIÈRE.

---

De l'imprimerie de BALLARD, Imprimeur du Roi,  
rue des Mathurins.